



À Mufulira, les gens vivent à proximité immédiate de la fonderie de Mopani, une filiale de Glencore.

Photo: Res Gehriger

Les mines de cuivre de Glencore polluent la Zambie

L'extraction de cuivre sape la santé de la population

«Nous n'avons pas le choix. Nous n'avons que cette eau polluée à boire!» Voilà ce que disent nombre des personnes vivant à proximité de la fonderie de Mopani, en Zambie. «Mopani n'est pas un bon voisin! Les mines ne nous apportent rien et l'entreprise ne fait rien pour nos communes!»

La compagnie minière Mopani, propriété de la multinationale zougnoise Glencore à raison de 73%, exploite deux mines de cuivre et une fonderie à Mufulira. De tout temps, l'extraction de cuivre a plutôt valu des inconvénients que des avantages aux habitants de cette petite ville minière, nichée au creux de la Zambie tout près de la frontière congolaise.

Ils sont en effet souvent tributaires de cette puissante société, en particulier pour l'adduction d'eau potable. Conditionnée par Mopani, l'eau distribuée dans les quartiers est vendue aux ménages par la société Mulonga Water and Sewerage. Sa qualité est toutefois exécrable. Depuis quelque temps, les habitants demandent de l'eau propre à Mopani. Leurs appels sont jusqu'ici restés lettre morte.

Diverses organisations communautaires de la ville se sont regroupées au sein du Forum de la société civile de Mufulira. Avec l'appui du SOLIFONDS, elles ont lancé une campagne pour de l'eau potable salubre dans les quartiers

proches des mines de Mopani. Leur but est d'œuvrer avec les habitantes et les habitants de ces quartiers pour accroître la pression sur la compagnie et l'obliger ainsi à prendre enfin le problème au sérieux et à agir.

Le forum a entrepris de former des porte-parole et aide les communes à mener des campagnes et à travailler avec les médias. Les organisations de la société civile sont persuadées qu'elles parviendront de la sorte à exercer une pression suffisante pour contraindre Mopani à rechercher le dialogue avec la population concernée et à respecter ses demandes. Car Mopani doit fournir une eau potable que les gens doivent pouvoir consommer sans crainte.

Eau propre, démocratie et paix! Au nom de celles et ceux qui luttent pour ces droits – leurs droits! – nous vous remercions de tout cœur pour votre solidarité.

«Togo Debout» – Au Togo, des milliers de personnes descendent dans la rue

En lutte pour la démocratie

«Les organisations de la société civile tiennent à rappeler avec insistance que les grandes marches et manifestations dans toutes les grandes villes du pays traduisent un profond malaise social, une exaspération et une frustration découlant de 50 années de conduite dynastique du pouvoir. Cet état de fait a provoqué une paupérisation accrue de la population, une grande injustice sociale et une défiance généralisée vis-à-vis d'institutions inféodées et totalement décredibilisées.»

Depuis le 19 août 2017, des milliers de personnes manifestent dans les grandes villes du Togo, en particulier à Lomé, capitale du pays. Emmenées par quatorze partis d'opposition, elles appellent à plus de démocratie (lire l'encadré). Deux mois après le début de ce mouvement, une coalition citoyenne a vu le jour, qui regroupe syndicats, organisations de défense des droits humains, associations de consommateurs et formations politiques. En diffusant sa déclaration

(reprise en introduction), Togo Debout souligne que les manifestantes et les manifestants veulent davantage qu'une démocratie électorale. Les réformes politiques à mener doivent instaurer la justice sociale et des institutions dignes de confiance. C'est aussi un avertissement aux partis d'opposition.

Togo Debout soutient sans réserve les principales revendications du mouvement de protestation : retour à la Constitution de 1992, deux mandats présidentiels consécutifs au maximum, révision du registre électoral et droit de vote pour la diaspora.

Vagues promesses et répression

Faisant le dos rond, le président Faure Gnassingbé annonce un référendum constitutionnel pour 2020, tout en misant sur la répression. Dans certaines villes, des miliciens encagoulés sortis de nulle part ont empêché les manifestations. Ailleurs, les forces de l'ordre les ont réprimées dans la violence. Bilan : jusqu'ici, seize personnes ont perdu la vie, le nombre de blessés, parfois graves, est inconnu et beaucoup de manifestants ont été arrêtés.

Pourtant, le mouvement se poursuit : le 20 janvier, par exemple, les femmes togolaises sont descendues dans les rues de la capitale. Tout de noir vêtues et affirmant leur statut de femmes et de mères, elles ont exigé du travail pour leurs enfants et un avenir. «Les femmes debout».



Vêtues de noir, les femmes togolaises appellent à l'abolition de la dictature.

Photo: FTBC

Faure, va-t'en !

Faure Gnassingbé est arrivé au pouvoir en 2005, succédant à son père, Eyadéma Gnassingbé, qui a soumis pendant trente-huit ans le Togo à un règne dictatorial. De nombreuses violations des droits humains ont marqué ce régime et beaucoup de Togolais et de Togoises ont fui le pays.

En été 2017, Faure Gnassingbé a annoncé la tenue d'un scrutin sur une nouvelle Constitution, qui prévoirait de limiter la durée des fonctions présidentielles à deux mandats de cinq ans au maximum. Cette annonce a mis le feu aux poudres et lancé le mouvement de protestation. Il était évident que la manœuvre ne visait qu'à prolonger «démocratiquement» le pouvoir de Faure Gnassingbé et celui de sa famille de dix années supplémentaires, soit jusqu'en 2030. La réponse de la rue fut cinglante : «Faure, va-t'en !»

La Constitution de 1992, qui limitait déjà la durée de la présidence, avait été adoptée par 97 % des votants. Le mouvement de protestation rejette donc l'idée d'une nouvelle Constitution et préconise l'application du texte de 1992. Il exige également une révision du registre électoral ainsi que le droit de vote pour la diaspora togolaise à l'étranger. Persécutés pour leurs opinions, beaucoup de ses membres ont été contraints à l'exil et ne peuvent plus participer activement à la vie politique de leur pays.

En quête de solidarité

Avez-vous déjà lu ou entendu dans nos médias des informations sur ce qui se passe actuellement au Togo, en Afrique de l'Ouest ? À l'exception de quelques brèves, rien. Certes, le Togo n'est pas l'Afrique du Sud ou l'Égypte, mais les gens y luttent tout autant pour une société différente et un avenir qui offre des perspectives.

La Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC), cofondatrice de Togo Debout et partenaire de longue date du SOLIFONDS, nous a dès lors demandé un appui. Le mouvement a besoin de notre solidarité afin de maintenir et d'étendre la mobilisation et de faire largement connaître les revendications populaires via les médias locaux.



L'élimination des scories contribue aussi à polluer l'eau potable.

Photo : Res Gehriger

Des analyses pour connaître la vérité

À Mufulira, les gens veulent boire de l'eau propre !

Pour en avoir le cœur net, le Forum de la société civile de Mufulira a récemment remis divers échantillons d'eau pour analyse au laboratoire zambien des denrées alimentaires et des médicaments. Les résultats de ces analyses ne sont pas encore connus, mais, rien qu'à voir la couleur de l'eau, aucun espoir n'est permis. Pour ce qui est du coût des analyses, il ne sera pas pris en charge par le responsable de la pollution ni par l'État. Ce sont les personnes lésées qui devront passer à la caisse. Quant à la pollution causée par les mines de cuivre, c'est encore pire : les gens la paient de leur santé.

Nappe phréatique menacée

En 2008, la ville a enregistré 800 cas d'intoxication après que de l'acide sulfurique est parvenu dans l'eau potable. Pour extraire le minerai de cuivre de la roche, la méthode la plus rentable consiste en effet à injecter directement cette substance dans les couches profondes du sol. Or, les gisements de cuivre se trouvent juste sous la nappe phréatique de Mufulira... La pollution atmosphérique pose également problème. Les émissions de dioxyde de soufre générées par la fonderie provoquent

régulièrement de graves affections des voies respiratoires et de la peau, voire des décès.

En 2016, la Zambie a exporté quelque 750 000 tonnes de cuivre. Sur le continent noir, seule l'Afrique du Sud en vend davantage. L'extraction de cuivre est le principal secteur économique de la Zambie, d'où l'influence des compagnies minières. De plus, à raison de près

de 100 %, le cuivre zambien est négocié en Suisse.

D'aucuns reprochent en outre à l'entreprise Mopani d'avoir privé l'État zambien d'importantes recettes fiscales entre 2002 et 2008. Les bénéfices, eux, ont été empochés par Glencore.

Combat pour de l'eau propre

Alors que la population de Mufulira subit les conséquences directes ou indirectes de ces agissements, il lui est impossible d'en faire assumer toute la responsabilité à Mopani. Pourtant, beaucoup ne veulent plus payer la production de cuivre de leur santé. S'associant avec le Forum de la société civile de Mufulira, ils défient la compagnie minière et ont commencé par lutter pour de l'eau saine.

Hausse du prix de l'électricité, mais pas pour Glencore

Fin avril 2017, le président zambien, Edgar Lungu, a dû intervenir lui-même dans un différend entre Mopani et le fournisseur national d'électricité (Copperbelt Energy Corporation, CEC). Le conflit avait éclaté quelques mois plus tôt, lorsque la CEC avait augmenté ses prix. À cause de la sécheresse, la Zambie ne parvenait pratiquement plus à produire de courant hydraulique. Les prix de vente fixés pour les entreprises minières étaient par ailleurs si bas que l'État, déjà lourdement endetté, devait prendre le surcoût à sa charge.

Mopani fut la seule compagnie à refuser l'augmentation, exigeant de recevoir la même quantité de courant qu'auparavant et au même prix. La CEC a réagi en diminuant ses livraisons. Le fournisseur national tenant à imposer des prix plus élevés, Mopani a sorti la grosse artillerie : la filiale de Glencore a menacé de supprimer 4700 emplois. Ce « chantage » (terme alors utilisé dans la presse) a poussé le président à s'en mêler et à entrer en discussion avec les dirigeants de Glencore, arrivés tout exprès en avion.

Au terme des négociations, la CEC s'est engagée à livrer du courant à Mopani à l'ancien tarif, un accord tarifaire devant être négocié dans un délai de six semaines. Alors que ce délai est échu depuis belle lurette, nul n'a encore entendu parler d'un quelconque accord...



Image symbolisant le mouvement des femmes de Cajibío (Cauca). Photo: Marylén Serna

Processus de paix en Colombie

La voix au peuple !

En Colombie, le processus de paix a certes réduit le nombre d'escarmouches entre les organisations insurgées et les forces de l'ordre gouvernementales. Dans le même temps, les paramilitaires et les autorités judiciaires s'en prennent toujours davantage aux mouvements sociaux.

Contre l'impunité

L'organisation Pasos de défense des droits humains (Proceso de apoyo y solidaridad con las organizaciones sociales y populares) entend proposer un cours sur les droits humains aux activistes des mouvements sociaux. Ils y apprendront à documenter et à dénoncer les violations de ces droits et les attaques subies. Pasos soutient qu'il est essentiel, tout spécialement durant le processus de paix, de faire respecter les droits humains et de porter plainte contre ceux qui les bafouent, afin qu'ils soient jugés pour leurs actes. Jusqu'ici, ils sont pratiquement restés impunis.

Des femmes s'impliquent dans le processus de paix

Les mouvements sociaux cherchent par ailleurs à s'impliquer activement dans le processus de paix pour contribuer à le piloter. Comme beaucoup d'organisations sociales, le mouvement des femmes de Cajibío, municipalité rurale du sud-ouest de la Colombie, reproche au gouvernement de n'appliquer que de manière très lacunaire l'accord de paix conclu avec les FARC-EP et sans faire intervenir la population concernée.

En décembre, les femmes ont organisé une rencontre qui a réuni des centaines de participantes. Elles ont élaboré des propositions concrètes pour mettre en œuvre l'accord de paix dans la région en tenant compte des conditions de vie des femmes, qu'elles soient paysannes, autochtones ou Afrocolombiennes.

Résistance à des mégaprojets miniers

Le droit de codécision est aussi à l'origine des consultations populaires sur des projets d'extraction minière. Depuis le succès du vote organisé à Cajamarca, où la population a rejeté à 98% l'ouverture d'une mine pharaonique (lire notre bulletin n° 103), les scrutins se multiplient. Dans le nord du département minier de Tolima, des organisations populaires mènent une campagne de sensibilisation en prévision d'une telle consultation. L'objectif est d'expliquer aux paysans et aux paysannes des hameaux reculés, souvent à plusieurs heures de trajet sur des routes sinueuses et couvertes de poussière, à quel point l'exploitation minière industrielle détruit l'environnement et dégrade les conditions de vie de la population. Il s'agit toutefois aussi de motiver les gens à trouver ensemble des solutions nouvelles pour une région marquée par la pauvreté et l'exode rural.

Le SOLIFONDS soutient ces trois initiatives.

Agenda

Non au sommet des matières premières

Le samedi 17 mars, le Collectif contre la spéculation sur les matières premières organise pour la septième fois un forum contre le Sommet mondial des matières premières, qui réunira négociants et banquiers à Lausanne. Une manifestation est par ailleurs prévue le lundi 19 mars. Les débats porteront cette année un regard critique sur le transport des matières premières ainsi que sur les moyens et les voies qu'elles empruntent. Le programme sera prochainement disponible sur la page : www.stop-speculation.ch.

Marche de Pâques à Berne

Placée sous le slogan «Commerce équitable pour la paix», la prochaine marche de Pâques se déroulera cette année le lundi 2 avril. Elle dénonce les grandes injustices qui marquent le monde d'aujourd'hui et plaide pour une coexistence pacifique. Notre prospérité repose sur le travail que d'autres personnes exécutent dans des conditions que nous n'accepterions jamais. Elles se font exploiter pour produire les biens que nous consommons. Or la production bon marché pollue et ravage l'environnement. C'est une aberration qui empêche les êtres humains de vivre en paix sur la planète.

Infos :

www.oftermarschbern.ch.

«Merci pour votre travail»

Après l'envoi de notre rapport annuel, en décembre, nous avons reçu de nombreux dons. Nous en remercions vivement tous les donateurs et donatrices. Nous avons beaucoup apprécié aussi les mots d'encouragement ajoutés sur les bulletins de versements : «Merci pour votre travail», «La solidarité internationale est vitale», etc. Grâce à vous, nous avons entamé la nouvelle année pleins de motivation et nous nous réjouissons de la poursuivre en votre compagnie.

ÉDITION : SOLIFONDS – Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale, Quellenstrasse 25, Postfach, CH-8031 Zurich, Tél. 044 272 60 37, mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch, PC 80-7761-7, IBAN CH52 0900 0000 8000 7761 7 ;

Rédaction : Aurora García, Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann. Traduction : Milena Hrdina, Bienne

Impression : printoset, Zurich (imprimé sur papier Refutura : 100% papier recyclé, Ange bleu, FSC, bilan CO₂ neutre)